



Communiqué de presse

72/22

Montreuil, le 5 août 2022.

Mission Flash Urgences : NON aux mesures qui restreignent l'accès aux soins ! Il nous faut des lits, du personnel, et des augmentations de salaires !

Le ministre de la santé et de la prévention a lancé ce jeudi 4 août un « comité de suivi de la mission Flash Urgences ». Il annonce déjà son objectif de pérenniser certaines de ces 41 mesures temporaires, ainsi qu'une conférence, à la rentrée, de « rénovation du système de santé ».

La veille, en déplacement au CHU de Nantes, le ministre avait déclaré à la surprise générale qu'aucun service d'urgences n'était fermé actuellement ! De tels propos, inacceptables et mensongers, n'auguraient rien de bon pour la réunion du comité de suivi de la mission Flash du lendemain ! Et ce, alors même que Samu Urgences de France annonce 42 services fermés et 95% des services en difficulté. Sans oublier que le ministre en fut le président avant sa prise de fonction !

En effet, le ministre a continué à nier la réalité en se félicitant de rencontrer lors de ses déplacements des « professionnels de santé heureux », ayant « bien pris en main les mesures de la mission Flash », alors que la situation dans nos établissements n'a jamais été aussi critique. La CGT a d'ailleurs pu citer plusieurs événements graves induits directement par l'application de ces mesures, engendrant défiance et colère parmi les personnels.

La CGT a dénoncé la campagne nationale choquante indiquant aux usagers de ne plus se rendre directement aux urgences et a rappelé son désaccord total avec ce dispositif dangereux. Les effets du tri des patients par appel systématique du 15 provoquent un engorgement sans précédent des Samu, les délais d'attente pour avoir l'avis d'un médecin s'allongent de plusieurs heures. Les Assistants de Régulation Médicale, pas assez nombreux, pas assez formés, se retrouvent submergés d'appels, au risque d'une perte de chance réelle pour les patients.

La dégradation de l'accès aux soins s'accélère pour la population, Le gouvernement profite de la crise des urgences pour accélérer la transformation du système de santé au bénéfice de structures privées et d'acteurs libéraux, l'hôpital public devenant progressivement une solution de dernier recours.

On ne peut que douter de la volonté du ministre de stopper la fuite des personnels et de faire revenir les milliers de collègues qui ont quitté l'hôpital, puisqu'il renvoie la problématique de titularisation des contractuels à des accords locaux dans les établissements. De même que la revalorisation de l'indemnité de nuit pour cet été (entre 0,34 et 2,52 euros) n'est pas à la hauteur des enjeux !

Il faut stopper le tri des patients à l'entrée de l'hôpital, augmenter partout les effectifs par un grand plan de formation et de recrutement, augmenter significativement les salaires. Il faut stopper les restructurations d'établissement et exiger la réouverture immédiate de lits d'hospitalisation. Le ministre doit donner les moyens pour permettre un accès libre aux urgences 24h/24 et sur l'ensemble du territoire !

La situation est grave ! Le ministre doit répondre aux revendications urgentes réclamées par tous les hospitaliers par :

- **Un plan national de titularisation des 250 000 contractuel.le.s de la FPH,**
- **La réintégration des suspendu.e.s,**
- **La hausse des salaires de 20%,**
- **La revalorisation conséquente des indemnités de nuit, de dimanche et jour fériés...**

La Fédération CGT Santé et Action Sociale le répète depuis des mois, le Ministre peut le décider dès maintenant !